

## VLAAMSE OVERHEID

## Omgeving

[C – 2018/15736]

**Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij**  
**Ontwerp van wijziging van het uitvoeringsplan huishoudelijk afval en gelijkaardig bedrijfsafval**

Overeenkomstig artikel 18, § 7 van het decreet van 23 december 2011 betreffende het duurzaam beheer van materiaalkringlopen en afvalstoffen (Materialendecreet) ligt het ontwerp van wijziging van het "Uitvoeringsplan huishoudelijk afval en gelijkaardig bedrijfsafval" van 14 januari tot en met 13 maart 2019 in openbaar onderzoek bij de OVAM en de gemeenten. Het volledige voorstel van wijziging van het plan vindt u op de website van de OVAM, <https://ovam.be/afval-materialen/wetgeving-en-beleidsplannen-of-programmas/ontwerp-van-wijziging-van-uitvoeringsplan-huishoudelijk-afval-en-gelijkaardig-bedrijfsafval>

Tijdens het openbaar onderzoek kan iedereen bezwaren of opmerkingen op dit ontwerp van wijziging van het plan overmaken op [plan@ovam.be](mailto:plan@ovam.be) of per post naar OVAM, Wijziging uitvoeringsplan huishoudelijk afval en gelijkaardig bedrijfsafval, Stationsstraat 110, 2800 Mechelen.

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/15498]

**28 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment son article 111;

Vu le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française;

Vu le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

Vu le décret du 9 février 2017 portant diverses mesures dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 juin 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 juin 2018;

Vu le « Test genre » du 16 mai 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu le protocole du Comité de négociation de secteur IX du 21 août 2018;

Vu le protocole du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement du 21 août 2018;

Considérant l'avis de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, rendu le 9 octobre 2018;

Vu l'avis 64.444/2 du Conseil d'Etat, donné le 13 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** À l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale, les mots « enseignement supérieur technique du deuxième degré » sont abrogés.

**Art. 2.** Dans l'article 2 du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Conformément à l'article 29 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, l'enseignement secondaire de promotion sociale du degré supérieur est dispensé dans les sections et unités d'enseignement secondaires supérieures de l'enseignement de promotion sociale. ».

**Art. 3.** L'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. Conformément à l'article 29 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, l'enseignement supérieur de type court et de promotion sociale est dispensé dans les sections et unités d'enseignement de l'enseignement supérieur de type court de promotion sociale.

L'enseignement supérieur de type long et de promotion sociale est dispensé dans les sections et unités d'enseignement de l'enseignement supérieur de type long de promotion sociale. ».

**Art. 4.** Dans l'article 4 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les cours et la pratique professionnelle visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont ceux qui sont indiqués dans les horaires des sections et unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale. ».

**Art. 5.** Dans l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes « administrateur pédagogique, inspecteur » sont abrogés;

2° le mot « comptable » est inséré entre les termes « éducateur-économiste » et « secrétaire de direction ».

**Art. 6.** Dans le même arrêté, l'article 16 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. Dans l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française, les fonctions de recrutement sont les suivantes :

1° commis-dactylographe;

2° rédacteur ;

3° comptable.

Dans l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française, les fonctions de recrutement sont celles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°. ».

**Art. 7.** L'article 17 du même arrêté est abrogé.

**Art. 8.** Dans l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes « unités de formation » sont remplacés par les termes « unités d'enseignement »;

2° le mot « comptable » est inséré entre les termes « éducateur-économiste » et « secrétaire de direction ».

**Art. 9.** Dans l'article 23, paragraphe 2, du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les périodes considérées sont celles qui sont indiquées dans les horaires des sections et unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale. ».

**Art. 10.** Dans le même arrêté, l'article 27 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 27. – En cas de fusion conformément à l'article 96bis du décret du 16 avril 1991 précité, il est créé, en cadre d'extinction, un nombre d'emplois de directeurs adjoints, d'éducateurs économistes adjoints et de comptables adjoints correspondant au nombre d'emplois excédentaires de directeurs, d'éducateurs économistes ou de comptables nommés ou engagés à titre définitif, ou à titre temporaire comptant une ancienneté d'au moins une année, dans les établissements autonomes préexistants à la fusion. Les emplois de directeur adjoint et d'éducateur-économiste adjoint ou de comptable adjoint sont maintenus indépendamment des emplois visés aux articles 20 et 25 du présent arrêté.

Sans préjudice des règles applicables en matière de mise en disponibilité par défaut d'emploi et de réaffectation, les membres du personnel définitif qui, en application des modalités de fusion, n'occuperont plus les emplois de directeur, d'éducateur économiste ou de comptable de l'établissement fusionné, sont rappelés à l'activité dans les emplois de directeur adjoint, d'éducateur économiste adjoint et de comptable adjoint visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Sans préjudice des règles applicables en matière de mise en disponibilité par défaut d'emploi et de réaffectation, les membres du personnel engagé à titre temporaire comptant une ancienneté d'au moins une année qui, en application des modalités de fusion, n'occuperont plus les emplois de directeur, d'éducateur économiste ou de comptable de l'établissement fusionné, sont engagés à titre temporaire dans les mêmes conditions barémiques dans les emplois de directeur adjoint, d'éducateur économiste adjoint et de comptable adjoint visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Chaque emploi visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> disparaît au départ de son premier titulaire.

A partir du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit l'extinction de chacun des emplois visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'établissement concerné bénéficie d'un emploi de sous-directeur par emploi de directeur adjoint et d'un emploi d'éducateur-secrétaire par emploi d'éducateur-économiste adjoint ou de comptable adjoint.

Lorsque la fusion n'entraîne pas de cadre d'extinction pour un des emplois visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'établissement concerné bénéficie, à partir du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit la fusion, d'un emploi de sous-directeur par emploi de directeur supprimé et d'un emploi d'éducateur-secrétaire par emploi d'éducateur-économiste ou de comptable supprimé. ».

**Art. 11.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 27ter, rédigé comme suit :

« Art. 27ter. – Dès l'entrée en vigueur du présent article, les emplois correspondants aux fonctions précisées ci-dessous sont maintenus pendant les cinq années civiles qui suivent toute fusion, que les membres du personnel aient été engagés à titre temporaire, à titre définitif ou encore nommés, dans les fonctions suivantes :

1° Sous-directeur;

2° Chef d'atelier;

3° Secrétaire de direction;

4° Educateur-secrétaire;

5° Rédacteur;

6° Commis.

Les emplois visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont constitués par la somme des emplois existants au sein des établissements concernés avant fusion.

Ces emplois sont maintenus après le délai de cinq années civiles visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> tant que le seuil des périodes-élèves de l'établissement résultant de la fusion n'atteint pas une baisse d'au moins 15,01 % des périodes-élèves de référence fixées au moment de la fusion.

Par dérogation, si le calcul permettant la fixation du nombre des emplois visés aux articles 22 à 25bis conduit à la création d'un ou plusieurs de ces emplois, ceux-ci sont effectivement créés. ».

**Art. 12.** La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 28 novembre 2018.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,  
des Droits des femmes et de l'Égalité des Chances,  
I. SIMONIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/15498]

**28 NOVEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het Onderwijs voor Sociale Promotie, inzonderheid op artikel 111;

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

Gelet op het decreet van 9 februari 2017 houdende diverse maatregelen in het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 juni 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 26 juni 2018;

Gelet op de "gendertest" van 16 mei 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol van het Onderhandelingscomité van sector IX van 21 augustus 2018;

Gelet op het protocol van 21 augustus 2018 van het Onderhandelingscomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het Onderwijs en van de gesubsidieerde PMS-centra erkend door de Regering;

Gelet op het advies van de ARES, verleend op 9 oktober 2018;

Gelet op het advies nr. 64.444/2 van de Raad van State, gegeven op 13 november 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden "technisch hoger onderwijs van de tweede graad" opgeheven.

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit, wordt lid 3 vervangen door hetgeen volgt :

"Overeenkomstig artikel 29 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het Onderwijs voor Sociale Promotie, wordt het secundair onderwijs voor sociale promotie van de hogere graad verstrekt in de onderwijsafdelingen en -eenheden van het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie."

**Art. 3.** Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

"Overeenkomstig artikel 29 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het Onderwijs voor Sociale Promotie, wordt het hoger onderwijs van het korte type en voor sociale promotie verstrekt in de onderwijsafdelingen en -eenheden van het hoger onderwijs van het korte type voor sociale promotie.

Het hoger onderwijs van het lange type en voor sociale promotie wordt verstrekt in de onderwijsafdelingen en -eenheden van het hoger onderwijs van het lange type voor sociale promotie."

**Art. 4.** In artikel 4 van hetzelfde besluit, wordt lid 2 vervangen door hetgeen volgt :

"De cursussen en de beroepspraktijk bedoeld in lid 1, zijn deze vermeld in de uurregelingen van de onderwijsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie."

**Art. 5.** In artikel 5 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "pedagogisch administrateur, inspecteur" worden opgeheven;

2° het woord "rekenplichtige" ingevoegd tussen de woorden "opvoeder-huismeester" en "directiesecretaris".

**Art. 6.** In hetzelfde besluit, wordt artikel 16 vervangen door wat volgt :

“Art. 16. In het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap, zijn de wervingsambten de volgende :

- 1° klerk-typist;
- 2° opsteller;
- 3° rekenplichtige.

In het onderwijs voor sociale promotie gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zijn de wervingsambten deze bedoeld bij het eerste lid, 1° en 2°.”.

**Art. 7.** Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 8.** In artikel 18 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de woorden “opleidingseenheden” worden vervangen door de woorden “onderwijsseenheden”;
- 2° het woord “rekenplichtige” wordt ingevoegd tussen de woorden “opvoeder-huismeester” en “directie-secretaris”.

**Art. 9.** In artikel 23, paragraaf 2, van hetzelfde besluit, wordt het tweede lid vervangen door hetgeen volgt :

“De lestijden waarvan sprake zijn deze vermeld in de uurregelingen van de onderwijsafdelingen en –eenheden van het onderwijs voor sociale promotie.”.

**Art. 10.** In hetzelfde besluit, wordt artikel 27 vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 27. - In geval van een fusie op grond van artikel 96bis van het voormelde decreet van 16 april 1991, worden, als uitdovende ambten, een aantal betrekkingen opgericht van adjunct-directeurs, adjunct-opvoeders/huismeesters en adjunct-rekenplichtigen dat overeenstemt met het aantal overtollige betrekkingen van directeurs, opvoeders-huismeesters of rekenplichtigen die vast benoemd of aangeworven zijn, of als tijdelijke met een anciënniteit van minstens één jaar, die in de voor de fusie bestaande autonome instellingen bestonden. De betrekkingen van adjunct-directeur en adjunct-opvoeder/meester of adjunct-rekenplichtige worden behouden ongeacht de betrekkingen bedoeld in de artikelen 20 en 25 van dit besluit.

Onverminderd de geldende regels inzake terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of reffectatie, worden de leden van het vast personeel die, met toepassing van de nadere regels van de fusie, de betrekkingen van directeur, opvoeder/huismeester of rekenplichtige in de gefuseerde inrichting niet meer zullen bezitten, opnieuw in activiteit geroepen in de betrekkingen van adjunct-directeur, adjunct-opvoeder/huismeester en adjunct-rekenplichtige bedoeld bij het eerste lid.

Onverminderd de geldende regels inzake terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of reffectatie, worden de leden van het tijdelijk personeel die minstens één jaar anciënniteit tellen die, met toepassing van de nadere regels voor de fusie, de betrekkingen van directeur, opvoeder/huismeester of rekenplichtige van de gefuseerde inrichting niet meer zullen bezitten, tijdelijk aangeworven onder dezelfde baremavooraarden in de betrekkingen van adjunct-directeur, adjunct-opvoeder/huismeester en adjunct-rekenplichtige bedoeld bij het eerste lid.

Elke betrekking bedoeld bij het eerste lid verdwijnt bij het vertrek van de eerste titularis ervan.

Vanaf de 1e dag van de maand volgend op de beëindiging van elk van de in lid 1 bedoelde betrekkingen, geniet de bedoelde inrichting een betrekking van onderdirecteur per betrekking van adjunct-directeur en een betrekking van opvoeder-secretaris per betrekking van adjunct-opvoeder/huismeester of adjunct-rekenplichtige.

Wanneer de fusie niet tot een uitdovingskader leidt voor een van de in lid 1 bedoelde betrekkingen, geniet de bedoelde inrichting, vanaf de 1e dag van de maand die volgt op de fusie, een betrekking van onderdirecteur per afgeschafte betrekking van directeur en een betrekking van opvoeder-secretaris per afgeschafte betrekking van adjunct opvoeder/huismeester of rekenplichtige.”.

**Art. 11.** In hetzelfde besluit, wordt een artikel 27ter ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 27ter. - Bij de inwerkingtreding van dit artikel, blijven de betrekkingen die overeenkomen met de hieronder gespecificeerde ambten behouden gedurende de vijf kalenderjaren volgend op elke fusie, ongeacht of de leden van het personeel tijdelijk, vast aangeworven werden of benoemd waren, in de volgende ambten :

- 1 ° onderdirecteur;
- 2 ° werkplaatsleider;
- 3 ° directiesecretaris;
- 4 ° opvoeder-secretaris;
- 5 ° opsteller;
- 6 ° klerk.

De in lid 1 bedoelde betrekkingen bestaan uit de som van de bestaande betrekkingen binnen de bedoelde inrichtingen vóór de fusie.

Deze betrekkingen worden behouden na de periode van vijf kalenderjaren bedoeld in het eerste lid zolang de drempel van de lestijden-leerling als gevolg van de fusie geen vermindering van minstens 15,01 % van de referentielestijden-leerling bepaald op het ogenblik van de fusie, niet bereikt.

In afwijking daarvan, als de berekening die het mogelijk maakt om het aantal betrekkingen bedoeld in de artikelen 22 tot 25bis vast te stellen, tot de oprichting leidt van een of meer van deze betrekkingen, worden deze daadwerkelijk opgericht.”.

**Art. 12.** De Minister van Onderwijs voor sociale promotie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 november 2018.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd,  
Vrouwenrechten en Gelijke kansen,  
I. SIMONIS